

3 €  
ISSN: 1264 9112

# le Coquelicot

**n°40**  
BIMESTRIEL  
janvier  
2004

Genuine

La pauvreté n'est pas un délit,  
Laisser quelqu'un à la rue est un crime !

## Revenu Minimum d'Asservissement

EDITÉ PAR CAROL ANDRÉAS • Association pour l'Art et l'Expression Libres  
Novembre 2003

### Bolivie

*Du gaz  
dans la coca*



### bonus/malus



*Le tribut  
des femmes*

### matricule 830



*Lettre de cachot*

### Bush dégoût



*Chomsky  
nous parle*



toulouse

alternative libertaire



ÇA M'ÉNERVE...

# Ni Dieu ni maître



● Ce serait une variante de la plaidoirie de M<sup>e</sup> Bafouillet, l'avocat du sapeur Camember : "Alors, Messieurs, jetons un voile sur ce présent honteux !".

Que la brillante équipe Chirac-Raffarin-Ferry (l'omniprésent Sarkozy est, sur le sujet, remarquablement discret) se soit pris les pieds dans un bandana qui traînait par là nous fait bien rire, mais, à toute chose malheur est bon, cela lui permet d'amuser plus longtemps encore la galerie. Belle diversion... Quant au contenu de cette loi, sous couvert de défense de la laïcité et d'enseignement de la tolérance, dans une République qui subventionne les écoles confessionnelles, impose dans toutes les écoles publiques d'Alsace-Lorraine des signes religieux ostentatoires autant qu'ostensibles et se désintéresse du sort ordinaire des femmes, voilées ou non, un gouvernement de calottins nous propose de développer l'enseignement du "fait religieux"... On attend avec impatience de connaître le contenu des cours sur la libre pensée et l'athéisme !

Pendant qu'on traque l'intégriste islamiste sous le moindre bandeau suspect, les intégristes du CAC 40, après avoir bénéficié de la complaisance intéressée de la gauche plurielle, font l'objet de l'attention zélée de la même brillante équipe. Apprétons-nous à assister très prochainement au retour des Maîtres de Forges et de la misère ouvrière. Dans les trois ans à venir, plusieurs centaines de milliers de personnes radiées des Assedic et contraintes au RMA. À terme plusieurs centaines de milliers de travailleurs clochardisés, intermittents du sous-prolétariat, main-d'œuvre désespérée à la merci du mépris du premier Ernest-Antoine venu.

On ne peut pas dire que le sujet émeuve les gazettes ! Ce n'est ni une violence morale, ni une catastrophe sociale. Donnez-nous plutôt jusqu'à la nausée de la catastrophe aérienne et une poignée de fillettes manipulées terrorisant l'électeur.

> **Ravachefolle**

**Belle diversion**

TRAVAIL, FAMINE, PATRIE

**Cette année le père Noël est vraiment une ordure... Amputation des allocations ASSEDIC, amputations des ASS (Allocations Spécifique de Solidarité), et mise en place du RMA (Revenu minimum d'Activité). L'affaire ne serait pas aussi dramatique et aussi sordide ça pourrait être un jeu.**

En même temps, les plans de licenciement et les fermetures d'usine continuent et jettent des centaines de milliers de salariés et de familles dans la spirale de la précarité et de la misère. "Ils veulent du travail ?". L'État - pantin du MEDEF - leur en donnera... mais selon ses conditions: "Au RMA tout ça!"

### la sécu, une création ouvrière !

Pour bien comprendre ce que recouvre le CI (contrat d'insertion) RMA, il est important de se rappeler que les premières formes de protection sociale sont des créations ouvrières et notamment les caisses de secours mutuels qui dès 1800 organisent la solidarité face à la maladie ou aux accidents de travail.

Après 1945, la CGT pèse plusieurs millions d'adhérents et son rôle dans la résistance face à un patronat collaborationniste et désorganisé permet la création de la sécurité sociale en une caisse unique qui couvre solidairement les différents risques (maladie, retraite, famille). Cette caisse sécu est gérée au 3/4 par salariés élu(e)s et les patrons en sont exclus (jusqu'aux ordonnances de 1967 avec Pompidou).

En 1958, face à la crainte de récession provoquée par les restructurations technologiques et structurelles des entreprises, l'UNEDIC (Union Nationale pour l'Emploi dans l'Indus-

trie et le Commerce) et l'ASSEDIC (ASSociation) sont créés.

C'est De Gaulle qui pousse syndicats et patronat à la négociation. FO (Force Ouvrière) et le MEDEF de l'époque (CNPF) acceptent. Le premier pour casser la toute puissance de la CGT au sein de la sécurité sociale et le second pour rompre avec une gestion exclusivement syndicale. Du coup l'assurance chômage n'est pas rattachée à la sécu et le patronat rentre dans la gestion de cette caisse. C'est le paritarisme qui commence!

### gare au PARE!

En 2001, le PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi) est mis en place. L'indemnisation via un contrat PARE signé avec les ASSEDIC n'est plus automatique mais soumise à contrôle pour vérifier "l'authenticité" du chômeur. Avec le PARE, le chômeur devra mériter son indemnisation et la justifier. Car selon le MEDEF, l'État ou encore TF1, de "faux chômeurs" sournois et profiteurs se dissimuleraient parmi nous et mettraient en péril notre système d'assurance chômage! Le flicage des chômeurs allait débiter...

Pour faire passer la pilule PARE la bande à Ernest Antoine-Notat lâche du lest et accède à une requête importante des mouvements de chômeurs, à savoir la non dégressivité des allocations chômage. Après seulement 3 ans, la même bande patron-État-

# R.M.A.

## Sous Travail Obligatoire

"partenaires sociaux" déclarent à nouveau que les comptes de l'UNEDIC sont dans le rouge et qu'une nouvelle amputation des droits ASSEDIC doit être mise en place.

### les effets directs du pare n°2...

Dés Janvier 2004, l'accord signé en Décembre 2002 entre le MEDEF, les organisations patronales et les syndicats aux ordres (CFTC, CGC, CFDT) va provoqué la baisse drastique des indemnités chômage. A terme (2005) 613 900 bénéficiaires seront exclus des indemnités chômage dont 250 000 qui viennent de perdre leurs allocations et sont radiés des ASSEDIC... direction le RMI! Notons que l'engagement de non dégressivité prévu par le PARE n°1 passe à la trappe. Mais comme dirait le sinistre Pasqua "les promesses n'engagent que ceux qui y croient"!

Les ASS (Allocation Spécifique de Solidarité - 400 euros), qui concernent les chômeurs n'ayant plus droit aux indemnités ASSEDIC (420 000 personnes), seront aussi amputées en juillet 2004 et limitées à 2 ans pour rediriger 150 000 personnes vers le RMI.

Enfin, dans le cadre de la loi de décentralisation, le RMI/RMA sera désormais géré par les conseils généraux qui à cette occasion se voient investis des pouvoirs absolus et notamment du rôle autrefois attribué aux Commissions Locales d'Insertion (CLI): validation des contrats d'insertion, radiation et suivi des conditions de versement du RMI. Tout cela sans contrôle extérieur et dans l'arbitraire le plus total.

Débarrassé des acteurs sociaux, on ne doute plus que le flicage des RMIstes risque de durcir encore un peu plus... Au final ce sont donc 800 000 personnes radiées des ASSEDIC ou des ASS qui devrait rejoindre les 1 000 000 d'allocataires du RMI. Soit plus de 1 800 000 personnes qui constitue dans l'esprit de Raffarin, Chirac ou Seillière un potentiel de main d'oeuvre mis en situation sociale suffisamment précaire pour accepter le sous contrat RMA.

### un sous travail obligatoire...

Avec le RMA, les patrons disposeront prochainement d'une forme supplémentaire - mais plus avantageuse encore - de contrats précaires... Ce contrat "dit d'insertion", à temps partiel sera de 20 heures minimum par semaine, ne pourra dépasser les 6 mois et sera renouvelable 2 fois, soit 18 mois au total. Une sorte de période d'essai rallongée!...

Comme toujours diverses aides et avantages ont été prévus pour les employeurs. Le RMI (411,70euros) autrefois versé directement aux bénéficiaires sera perçu par le patron (363 euros) qui le reversera à son tour au salarié RMA, en y rajoutant 262 euros (au total 625 euros par mois). Soit un salaire horaire défiant toute concurrence de 3 euros toutes charges comprises! On comprend vite que la volonté de casser le SMIC (7,19 euros/h) n'est pas loin... En effet, pourquoi un patron embaucherait un salarié au SMIC quand dans le même temps il peut disposer de 2,5 salariés au RMA beaucoup plus corvéable et sanctionnable que les premiers! A cela il faut aussi ajouter l'exonération des cotisations sociales, accident du travail et allocations familiales pour un contrat RMA. La cotisation obligatoire pour les caisses retraites et sécu se fera sur la base du supplément versé par l'entreprise (262 euros) et non de la totalité du RMA (625 euros)! À ce tarif, il faudra au

travailleur au RMA, plus de 100 ans de cotisations pour obtenir une retraite! S'il fallait encore trouver des causes au prétendu déficit des caisses de sécu et notamment ASSEDIC, on en aurait là une supplémentaire... Pour finir, le RMA dit "contrat d'insertion" donne au patron le rôle de "tuteur" chargé de témoigner auprès d'un "référént" du Conseil Général de la bonne ou mauvaise volonté à se faire exploiter de l'ex-chômeur qu'il a peut être contribué à créer! On n'imagine facilement que se syndiquer, participer à une grève ou simplement protester sera considéré comme un refus "d'insertion" valable pour une radiation.

En plus de casser le SMIC et le code du travail, Raffarin/Chirac veulent donc offrir au patronat une nouvelle forme de travailleurs "pauvres", corvéables et bon marché. Avec la brèche ouverte par le mouvement avorté des retraites (Mai/Juin 2003), les casseurs du gouvernement Raffarin semblent donc passer la vitesse supérieur



**le chômeur devra mériter son indemnisation**

## TRAVAIL, FAMINE, PATRIE

dans l'institution de l'insécurité sociale. Mais avant tout les sous-traitants ministériels du MEDEF veulent débarrasser la France de "ses archaïsmes sociaux" (sécu, syndicat, service public) qui freinent le développement de l'ultralibéralisme!

### La riposte !

Face à cette nouvelle attaque, la riposte commence péniblement à se mettre en place. Ici et là des assemblées générales, des manifestations et des occupations ont lieu, mais sans beaucoup de cohésion. Chacun dans son coin et à sa façon résiste. Toutefois nous sommes encore au début du saccage RMA et la totalité de son fonctionnement n'est pas encore bouclé. Les premières radiations des ASSEDIC se produisent maintenant et un travail d'information et d'explication reste encore à faire pour qu'une plus large partie de la population prenne conscience des dégâts du RMA. Dans cette nouvelle bataille plusieurs enjeux sont présents... Notamment celui de dépasser le cadre de la lutte d'une catégorie spécifique de la population et de faire comprendre que dans cette réforme, ce sont non seulement les chômeurs et les RMIstes qui sont visés mais aussi l'ensemble des salariés. Les médias réduisent d'ailleurs cette lutte à un mouvement de chômeurs/RMIstes et veulent circonscrire nos actions au dépôt d'une plainte contre les ASSEDIC... Cassons cette logique et recréons un mouvement large, interprofessionnel, intersyndical et solidaire! TOUS ENSEMBLE!

### Au boulot !

Un autre enjeu va aussi être de réactiver les réseaux qui ont pu se créer durant le mouvement des retraites de mai et juin 2003. Même si la compromission de certaines directions syndicales (CGT notamment, CFDT n'en parlons plus !) a laissé des réactions de dégoût et de découragement bien compréhensibles, il n'en demeure pas moins que la volonté de résister et se battre de plusieurs millions de personnes descendues dans

la rue était bien réelle. À nous, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires et militants libertaires de nous impliquer dans les luttes et de faire redémarrer la machine, fort de nos pratiques (AG souveraines, délégués élus et révocables, contrôle des négociations par la base, refus des permanents syndicaux), de nos armes (le syndicat et l'action directe !) et aussi de nos conceptions de la sécurité sociale et de la solidarité (caisse unique de sécu, autogestion des caisses par les assurés sociaux et travailleurs eux mêmes, services publics socialement utiles etc...). Contre le RMA, riposte syndicale, offensive sociale !

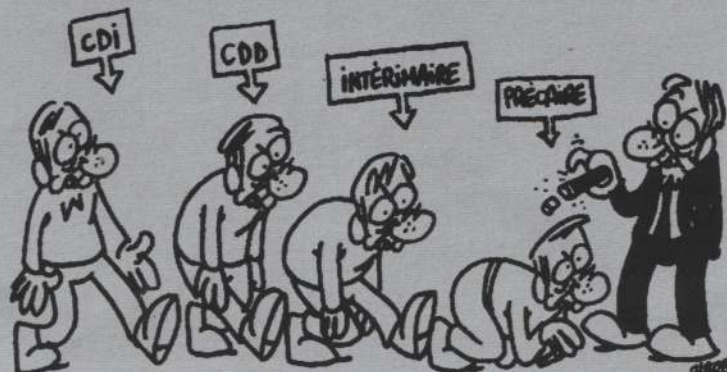
> Bertrand

du syndicat CNT interpro  
(interpro.31@cnt-f.org)

**PS :** À Toulouse, des assemblées générales comprenant des syndicats (CGT, SUD, CNT), des associations de chômeurs (AC!, MNCP) et des individu(e)s, ont lieu tous les lundis 18h00 à la Bourse du travail, place St Sernin. Nous appelons toute celle et ceux qui veulent pour avenir autre chose qu'un sous travail obligatoire, à venir participer activement.

**PS 2 :** Des plaintes contre les ASSEDIC ont été déposées par les personnes ayant subi l'amputation ou la suppression de leurs droits ASSEDIC au 1<sup>er</sup> Janvier. Contactez le : 05 61 58 47 63 ou les maisons de chômeurs (AVENIR, TO7, Farouette)

**PS 3 :** L'UL CNT est présente tous les Dimanches à 11h00 au marché de St Aubin ou joignable à la MJC Empalot, 30 allée Henri Sellier 31400 Toulouse - Tél : 06 66 37 32 22 cnt.31@cnt-f.org



**nous sommes encore au début du saccage**

PLUS DE LIENES VIVRES



retour vers le futur #1

## Quelques chiffres éloquentes sur la précarité dans notre chère ville rose

L'Unité Urbaine de Toulouse se compose de 72 communes et de 761100 habitants. D'après les sources de l'INSEE, de la CAF, de la MSA, de la CRAM, des ASSEDIC de 1999, 73 922 personnes soit 9,7 % de l'unité urbaine de Toulouse vivent avec l'un ou l'autre des cinq principaux minima sociaux RMI, API, AAH, ASS ou AS, ce qui a pour conséquence que 96 282 personnes (allocataires plus familles) soit 12 % de la population est dans une grande précarité financière.

Pour ce qui de la ville de Toulouse, 30 900 allocataires survivent avec ces allocations.

Comme par hasard, c'est dans les quartiers de la Reynerie 34,5 %, Bellefontaine 30,4 %, les Izards 35,6 %, Bagatelle 33,2 %, Empalot 32,5 %, Ginsetous 46,3 % que l'on trouve le taux le plus élevé de bénéficiaires, qui l'eut cru ? et 8,3 % au Capitole, choisis ton quartier camarade !

Combien d'Aéroconstellation (10 000 emplois promis) va-t'il falloir construire pour permettre à cette population de retrouver une dignité sociale et économique.

Mais comme pour les politiques, les chiffres qui intéressent les médias sont ceux de la délinquance n'est-il pas vrai ?

> Bibass

ALERTEZ LES BÉBÉS

# Interruption Volontaire du Gouvernement

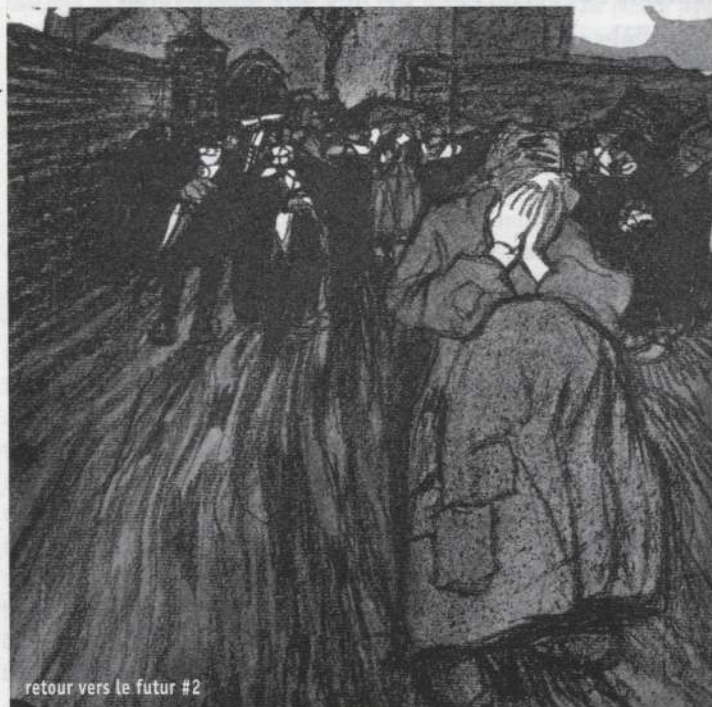
... Ou comment Fillion et Delevoeye font disparaître des dizaines de milliers d'enfants du calcul des retraites des mères fonctionnaires qui ont fait l'erreur d'enfanter avant leur titularisation.

C'est sous le titre "le coup de vice de Fillion contre les femmes fonctionnaires" que le Canard Enchaîné du mercredi 17 décembre 2003, nous apprend, nous simples citoyennes et citoyens d'un État de Droit(e), qu'à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2004 les enfants nés avant la titularisation de leur mère fonctionnaire, ne leurs donneront plus droit au bonus pour la retraite, (1 an de moins de boulot par enfant). Cette disposition de la loi, dans son article 48, ne reconnaîtra désormais comme légitime (donnant droit au bonus) que les enfants nés après la titularisation des mères fonctionnaires.

Le gouvernement, porte-parole d'un MEDEF aristocratique fait bien son boulot, Seillière a des idées et l'Assemblée Nationale légifère. Mais que dire des partis politiques de gôche et des syndicats qui, au courant de ce coup de Jarnac, se sont contentés qui comme le P.S. "d'essayer de soulever le problème à l'Assemblée nationale" ou comme la C.G.T. de constater "le coup de pied de l'âne". Mais que faire de plus pour ces organisations responsables, informer les personnes concernées ? Et se retrouver une fois de plus à expliquer le pourquoi d'une défaite, ou se taire, faire le dos rond et attendre des urnes favorables.

Encore un effort messieurs les responsables, et le baron Séllière et ses vassaux politiques pourront remettre au goût du jour, la gabelle, l'octroi, l'impôt sur le sel... et pourquoi pas le droit de cuissage ■

> Bibass



retour vers le futur #2

## Le tribut des femmes

A mes consœurs qui ont eu un (des) enfant (s) avant d'être titulaires. Connaissez-vous la réplique de Piloux (médecin chef des hôpitaux parisiens au milieu du 19<sup>e</sup> siècle) s'adressant à ceux qui s'indignaient du grand nombre de décès parmi les accouchées de l'hôpital ? (Les femmes mouraient de la fièvre puerpérale) : "C'est le tribut que doivent payer les femmes pour avoir la joie d'être mère".

Etudiante, maître auxiliaire, contractuelle. Vous avez eu un (des) enfant (s), il(s) ne sera (ont) pas pris en

compte comme bonification (6 mois) lorsque vous ferez valoir vos droits à la retraite.

"C'est le tribut que doivent payer les femmes fonctionnaires pour avoir eu la joie d'être mère avant d'être titulaire".

... Cela vous apprendra de faire des enfants au lieu de préparer des concours, ou alors, il fallait aller dans le privé et chaque enfant vous aurait apporté une bonification de 2 ans ■

> Nicole Colombet

## CHIFFRES ET CASTAGNES

**10 000** tonnes : c'est la quantité de terre contaminée par des métaux lourds, sortie du trou de la station du métro des Argoulets. L'information est révélée par Franck Delperier, élu SUD au CHSCT (comité d'hygiène et de sécurité) de la Semvat dans un article paru dans la Dépêche, du 01/12/2003. Sans se démonter la direction bien consciente du danger a fait mettre sous bâches étanches la terre contaminée. Ouf ! On tremble à l'idée que notre maire de surcroît vice-président de l'UMP ait sollicité M. Chirac pour une promenade métropolitaine.

**150 000** euros : c'est la somme nécessaire à la dépollution de cette terre contaminée "Au moins depuis 40 ans, il y a eu d'abord un terrain occupé par la société Latécoère puis une décharge municipale" dicit M. Jean-René Odier, secrétaire général de la société du métro de l'agglomération toulousaine (Smat). Les riverains maintenant informés vont payer la décontamination, et que vive la politique de proximité.

**3,8** millions d'euros : c'est les dons reçus pour les sinistrés, non encore utilisés deux ans après l'explosion d'AZF. Lors de la délibération du conseil municipal du mois de mars, avait été décidé que ces dons seraient affectés à l'amélioration d'équipements collectifs dans les quartiers. Les associations des Sinistrés s'estiment flouées. Elles considèrent que 4 500 foyers sont encore sinistrés et peuvent prétendre à une aide financière. Mais comme le dit si bien M. Claude Fages, un des représentants de la Fondation de France (sollicitée pour gérer cette somme), dans la Dépêche parue le 08/12/2003 "Toutefois, il ne faut pas donner de faux espoirs, le chèque n'est pas l'essentiel pour le moment". Heureusement que le Secours Catholique n'a pas été retenu car c'est à Dieu que nous aurions eu à faire, et alors là...

> Bibass

**le tribut que doivent payer les femmes fonctionnaires**

UN AUTRE FORUM EST POSSIBLE

# Forum social libertaire

## une réussite qui fera date

Du 11 au 16 novembre s'est tenu, à Saint-Ouen, Paris et Ivry-sur-Seine, le Forum social libertaire et le Salon du livre anarchiste, qui ont accueilli plusieurs milliers de personnes. Une indéniable réussite, qui a permis une expression révolutionnaire libertaire, en parallèle au Forum social européen.

La tenue du FSL s'inscrivait, pour le mouvement libertaire, dans la continuité de la mobilisation contre le sommet du G8 à Évian en juin dernier. Pendant cinq jours, plusieurs milliers de personnes au total se sont retrouvés à Paris, Ivry et surtout Saint-Ouen, autour de débats, de projections de films, d'expositions, de concerts et d'un foisonnant Salon du livre anarchiste. Parmi les visiteur(se)s, beaucoup de participant(e)s au Forum social européen, renseignés aux stands tenus au FSE par le mensuel *Alternative libertaire*, ou les librairies libertaires *Publico* et *Quilombo*. C'était le meilleur moyen de diversifier un public majoritairement déjà acquis – il faudra d'ailleurs nous interroger collectivement sur le moyen de s'adresser mieux au "grand public". C'est possible, comme l'avait démontré le Forum libertaire de l'Est parisien en juin 2002.

Bien sûr, des faiblesses dans l'organisation, il y en a eu ; il ne s'agit pas uniquement de s'autocongratuler autour du succès de l'événement. Des débats de qualité inégale, des retards, des incompréhensions, des sujets qui n'ont pu être abordés... Autant de choses à améliorer pour l'avenir... Et justement, quel avenir ?

### Le FSL et le mouvement social

Au sein du FSL, tout le monde – sans que cela recoupe forcément des cliques d'organisations – ne concevait pas de la même façon le rapport du

FSL au FSE. Certain(e)s voulaient en faire un contre-FSE – ce qui nous semblait être une énorme erreur d'appréciation sur la nature du FSE. Le FSE, même critiquable sur certains aspects, ne pouvait être traité comme on traite le G8 ! Le consensus s'est fait autour de l'idée que le FSL était "parallèle" au FSE, sans davantage de précisions.

Cette ambiguïté sur la nature du FSL est cependant assez révélatrice des sensibilités différentes qui traversent le mouvement révolutionnaire libertaire, et qui pourraient se résumer, schématiquement, à une hésitation entre splendide isolement et volonté de s'immerger dans les mouvements sociaux larges, avec toutes leurs contradictions.

### Le FSL et le mouvement libertaire

Autrefois ces différences donnaient simplement lieu à des anathèmes entre organisations libertaires. Avec Évian et le FSL, on découvre que, si

nous avons des priorités et des sensibilités différentes, elles ne sont pas nécessairement antagoniques. AL, FA, No Pasaran, OLS, CNT, OCL, CGA, nous pouvons construire, peu à peu, une confiance réciproque et travailler sur des projets communs, créant du même coup des conditions inédites pour permettre un débat politique sain entre organisations. À l'heure où nous rédigeons ces lignes, le bilan collectif du FSL n'a pas encore été fait, mais gageons qu'il confirmera ce "cours nouveau" entre organisations libertaires ■

► **Guillaume** (AL Paris-Sud)  
**Christine** (AL 93)  
**Charline** (AL Paris-Est)

### Soutien

Le Forum social libertaire a nécessité un important investissement financier (plusieurs dizaines de milliers d'euros), et les comptes sont négatifs. Pour soutenir l'initiative, n'hésitez pas à nous envoyer vos dons (chèques à l'ordre de *Publico-FSL/SLA*) à :

**Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris**



travailler sur des projets communs

## CHIFFRES ET MAUX

**10** millions de dollars : c'est la somme détournée par l'ex président du Nicaragua pendant les 5 ans de son mandat de 1997/2002. Comme le dit un journaliste espagnol dans *El País*, "la condamnation d'Aleman met fin à l'impunité historique des bandits présidents". Condamné à vingt ans de prison, il ne purgera pas sa peine dans une prison, mais dans son hacienda, car le pauvre est malade. Après Pinochet et Papon, Aleman encore un exemple de la médecine à deux vitesses. CI N° 685

**3000** : c'est le nombre d'enseignants autrichiens qui se sont empressés de prendre une retraite anticipée à 55 ans comme prévu par la réglementation en vigueur jusqu'au 30 novembre 2003. La raison de cette précipitation : la suppression de cet acquis dès le 1<sup>er</sup> décembre 2003. Donc pour les enseignants étourdis plus de retraite anticipée et en classe jusqu'à jusqu'à 65 ans. L'Europe Sociale est en marche. CI N° 684

**23,7%** : c'est l'augmentation des dépenses fédérales des USA. Alors que Georges W. Bush a fait toute sa campagne sur "Mon adversaire croit en l'État, moi, je crois en vous", un tel changement de cap la fout mal. Il risque de perdre aux prochaines élections le soutien des libertariens, dont le programme est, à la fois un ultralibéralisme sur le plan économique et anarchisant sur le plan culturel. (dixit David Boaz vice-président des libertariens). Mais pas le soutien des faucons de l'industrie militaire qui lui reste acquis. CI N° 684

**2,1** millions : c'est le nombre de détenus aux USA. Pendant 20 ans le système pénitentiaire s'est durci dans les États US, mais crise économique aidant la politique de répression commence à s'adoucir, plus de condamnation à perpète pour trois délits, plus d'aggravation de la peine pour toxicomanie... Le mot d'ordre "mieux vaut se monter intelligent qu'intransigeant". Coincée entre une politique de répression coûteuse et l'augmentation des impôts impopulaire, la morale capitaliste a tranché, au moins jusqu'à la fin de la crise économique. CI N° 684

► **Bibass**

ON RASE GRATIS

# Quand l'État sécuritaire utilise le bulldozer

Suite à la mort, en décembre 1998, du jeune Habib surnommé par ses amis Pipo, un cortège de 1500 personnes partait le 27 mars 1999, de la Reynerie pour le centre ville sans haine et sans violence. Derrière les deux banderoles de tête sur lesquelles on pouvait lire "Justice, emploi, éducation" et "Une seule race la race humaine", se trouvait une grande partie de la jeunesse du quartier.

Cinq années plus tard la réponse des pouvoirs publics se traduit dans le cadre du Grand Projet de Ville par la destruction en premier lieu d'une barre de l'immeuble d'Indy que certains jeunes avait coutume d'appeler 9 bis en référence à l'association qu'ils avaient monté à la suite des événements de 98.

Certes, cette barre d'immeuble est une symbolique controversée mais significative du mal-être du quartier et les pouvoirs publics ne s'y sont pas trompés en s'attaquant d'abord à cet immeuble. Symbole de la misère sociale et affective, cette barre stigmatise toutes les ambiguïtés du quartier. Tantôt, souvenir de la mort d'un des leurs et de l'expression de révolte qui en a suivi, mais aussi lieu de toutes les dérives de ces jeunes qui dans un avenir sans futur, tiennent les murs ou versent dans la prise de risque autodestructrice telle que s'empaler, au cours de rodéos suicidaires, sur un poteau de la rue de Kiev (ce qui s'est passé pour deux d'entre eux il y a quelques mois). D'autres basculent dans la petite délinquance. Mais cet endroit était aussi un lieu de passage et d'appropriation de l'espace urbain, où l'on savait qu'il y avait ses copains, d'une certaine convivialité même si celle-ci n'est pas



Permettez au Bakouninien convaincu que je suis d'émettre une critique à propos de sa fameuse maxime "Détruire c'est construire". Car toute destruction n'est pas salutaire et j'aimerais en donner la raison à travers la destruction d'un immeuble du quartier de la Reynerie.

du goût de tout le monde. Pour d'autres c'est un endroit mal fréquenté, source de nuisances sonores et de salissure. Incontestablement ce lieu ne laissait pas indifférent ; reflet sans complaisance d'un microcosme, produit de notre société dont l'entourage ambiant voudrait se débarrasser.

Cependant ce n'est pas en supprimant cette barre que l'on empêchera les stagnations en pied d'immeuble, on ne fait que déplacer et éclater le problème sur d'autres immeubles dont les habitants n'étaient pas préparés à ce type de coexistence.

Le comble du pervers s'est traduit par l'embauche de certains de ces jeunes qui fréquentaient assidûment ce bas d'immeuble pour détruire leur propre espace.

Mais n'y avait-il pas d'autre solution plus porteuse que la destruction ? L'imagination semble loin des pouvoirs publics. Oser l'innovation pour-

tant était aussi bien possible qu'opportun, relouer cette barre en un lieu de vie du quartier, avec un cinéma, d'ailleurs revendiqué par certains jeunes regroupés pour l'occasion en association, une Maison de quartier qui est une revendication des habitants depuis plus de quinze années, en faire un lieu associatif de culture et d'éducation populaire en complémentarité du système scolaire. En se creusant un peu la tête les possibles ne manquent pas. Financements et prouesses de la technique auraient pu servir à aménager le lieu plutôt que le détruire.

Il fallait faire quelque chose de cet endroit mais la manière dont les décideurs s'y sont pris ne fera que faire monter rancœur et amertume parmi une partie non négligeable des habitants et des salariés de la prévention dont je fais partie moi-même. Car ce choix, est une volonté politique de rayer de la carte un lieu considéré socialement dangereux par le pouvoir

d'Etat. Le problème, c'est que l'on ne raye pas la mémoire des gens d'un trait de crayon sur un plan et encore moins à coup de bulldozer.

Faut-il rappeler que ceux que l'on désigne comme "les jeunes" sont des habitants du quartier à part entière, qu'ils ont le droit à un autre futur. L'État qui est un symbole du père, a encore une fois démissionné face à ses enfants. Fuyant ses responsabilités, il a troqué son rôle d'éducateur, contre un amas de béton et de ferraille.

Pour revenir à l'introduction, Bakounine n'a pas eu accès à la psychanalyse freudienne, ceci nous impose à nous libertaires de moderniser cette citation face à cette destruction étatique, Déconstruire, c'est construire qui correspond beaucoup plus à l'esprit bâtisseur de notre idéal libertaire ■

> Biquet

**Les possibles ne manquent pas**

LETTRE DE CACHOT

# Je suis d'un autre pays que le votre...

Enfin, pas tout à fait ou presque... ce presque rien qui change tout. À peine si l'on se souvient d'où l'on vient, de ses propres souvenirs, de ses espérances... Finalement, il nous reste si peu de choses du dehors. Depuis des années, avec quelques-uns d'entre vous, nous partageons ce coin de ciel provençal... 180° d'azur... Et si l'on regarde bien en se hissant sur la pointe des pieds, on distingue la cime des arbres... et une enseigne Citroën. De vos maisons, on ne devine pas une tuile... rien. Maintenant, on ne croit savoir de vous que ce que pourrait traduire un extraterrestre s'il captait vos ondes hertziennes. C'est-à-dire pas grand-chose. Ou le seul brouhaha de la propagande, de la légitimation commune et publicitaire. Du bruit en boucle que l'on perçoit derrière le mur quelquefois... De loin, vous paraissez répéter sans cesse les mêmes maximes, les mêmes sentences avec des tics comme des messages matraqués... Entre vous et nous, la ligne de partage est une arête de ciment à huit mètres du sol. Avant d'y arriver il nous faut franchir, sous la menace du mirador et de œil borgne de son fusil, le no man's land balayé par les capteurs infrarouges et les caméras. Ici pas de passeport, le visa "les pieds devant" est la norme. Voici quelques semaines, un voleur sarde ayant osé grimper, a été abattu d'une balle dans le dos... et une seconde dans la nuque, pour être vraiment sûr qu'il crèverait de cette crise aiguë de saturnisme... Eh oui ! Bien que l'on soit si proche de Tarascon, ici les Tartarins ne tirent plus sur les casquettes... Je sors de cellule et glisse ma carte magnétique dans l'appareil près de la grille. Prochainement, ils me feront apposer la main sur l'appareil "de reconnaissance biométrique". Ils sont déjà scellés près de la porte. Clignotant vert... Quelque part ma photo apparaît sur un écran

de contrôle... Nom, prénom, numéro d'écrou, position... bâtiment A, premier étage gauche, cellule 114... Inoccupé... RCP (réclusion criminelle à perpétuité)... DPS (détenu à particulièrement surveiller)... Code 7... Un chiffre neutre pour signaler, à l'intention des personnels qui ne m'auraient pas reconnu, que je ne suis pas un "ordinaire". La pénitencière pouvait signaler notre catégorie d'un "T" majuscule pour terroriste, un vocable dans l'air du temps, du fout et du n'importe quoi ambiant. Mais c'est une administration qui vit mal et lentement. Pour elle, la dernière guerre est si proche. Elle se méfie des revirements soudains... Alors comme il ne faut surtout pas employer le terme de prisonnier politique - idéologiquement intolérable dans nos sociétés post-modernes -, cette appellation codée marque l'étrangeté banalisée... Dépouillée de ses significations véritables... Aussi lessivée que des formules biochimiques comme : "rupture de stock", "licenciement administratif", "sécurisation des quartiers"... Et un chiffre de plus ou de moins, celui-là ou un autre... qu'importe. D'ailleurs en France, il n'y a plus de prisonniers politiques et cela depuis le décret de loi de François Mitterrand quelques mois après le début de son règne ! Cela ressemble au passage au communisme par décret du Kremlin... Le prince décrète qu'il n'y aura plus de conflit, plus de lutte des classes à partir de minuit GMT. La situation est standardisée. Ce qui n'entre pas dans le "politique" sans surprise du droite/gauche ou du gestionnaire/protestataire... est définitivement condamnable et condamné. Une condamnation bien sûr "unanime" parce que cette unanimité fait foi du message normalisé.

Dans tous les pays occidentaux, la règle est identique. Et les journalistes,

les commentateurs, les intellectuels psalmodient la catéchèse : "Il n'y a plus de prisonnier politique !" Ou alors s'ils existent, c'est toujours loin d'ici, en Algérie, en Chine, à Cuba... Le prisonnier politique serait devenu en quelque sorte une espèce tropicale. Ou une pandémie en voie d'extinction comme la lèpre ou la peste clairement réservée à des régimes récalcitrants dans notre post-modernité sanitaire. Et désormais, il n'y aurait plus de rupture politique entre certains individus critiques et le système, mais de simples anomalies criminelles. La vraie politique serait définitivement concentrée et centralisée dans les décisions monopolisées et régie par les codes stricts de l'acceptable et de l'inacceptable. Mais en se présentant sans alternative politique, sans contestation véritable, les rapports de pouvoir et la règle du jeu ne dessinent que des relations apolitiques, ou faussement politiques. Ils disent très arbitrairement ce qui est politique... et ce qui ne l'est plus... C'est peut-être cela "la fin de l'histoire", cette façon de concevoir le régime démocratisé des métropoles comme l'aboutissement de la norme... l'aboutissement des rapports de force.

La caméra me scrute des pieds à la tête... Rien dans les mains, rien dans les poches... La grille électrique se déclenche... En quelques secondes, le maton a jugé si je correspondais à ce que j'étais sensé être et s'il était normal ou plutôt acceptable que je passe. Dans le monde carcéral, qu'est ce qui est normal ? Enfin, de notre point de vue et non de celui du dehors qui se penche sur le carcéral, avec sa mentalité extérieure et formatée, en phase avec la traduction des messages codés de l'ordre. Ici, la norme circule dans nos veines comme le poison de la mort lente. La norme, c'est... Peut-être le rythme sinistre de l'élimination ? Un

goutte-à-goutte ? En 2002, ici à Arles, six ou sept détenus sont passés de l'état de survie à celui de DCD. C'est énorme pour une centrale à effectif limité. Mais la norme veut aussi qu'on oublie vite. Combien étaient-ils vraiment... Leurs visages... Sont-ils morts de mort naturelle... ordinaire ? Deux balles..., une maladie parfaitement curable dans votre Monde..., l'auto-destruction... Hier matin, un docteur répliqua à un malade atteint du sida et inquiet à juste titre : Mais Monsieur Bougha, on peut très bien mourir dignement en prison... N'est pas Papon qui veut... Dès lors, la norme devient l'auto-reconnaissance : nous ne sommes pas grand-chose... réduits à une poignée de malfaiteurs et de terroristes... Une loterie de numéros... Une liste de condamnés à passer à la guillotine sèche...

Mais parfois votre norme par-delà le mur nous amuse. Tel le raisonnement de cette JAP (juge d'application des peines) introduisant ses refus d'un "aux vues de vos mauvaises fréquentations". Qui voudrait-elle donc que l'on fréquente dans une centrale de haute sécurité ? Mon voisin d'en face est un narcotrafiquant qui travaillait pour les barons colombiens. Mon voisin de gauche est un jeune braqueur cumulant les peines incompressibles. Mon voisin de droite, le plus proche, est un uniforme derrière une vitre blindée toujours prêt à assassiner d'une balle dans le dos quiconque dépasserait la ligne blanche près du grillage. Alors madame la Juge, quelle peut bien être la norme relationnelle avec mes voisins ? "Bonjour, bonsoir" pareil à la livide banalité du quotidien des cités dortoir ? Et les fous sont-ils fréquentables dans la norme carcérale ? L'humanisation des asiles psychiatriques du dehors veut que l'on hospitalise de moins en moins de malades. Et le bon citoyen s'est vite empressé de fermer les yeux sur les implications de cette hypocrisie. A notre époque, et sans que cela émeuve grand monde, le système élimine ses fous dans les maisons centrales. Certes, la phrase est choc, mais c'est la réalité. Je sais bien que dehors vous n'aimez pas qu'on vous rappelle ce que vous ne voulez

**n'est pas Papon qui veut...**



pas voir, ou ne plus voir... parce que vous avez changé et que changer le monde vous est sorti de la tête. Votre petit bonheur de survivre est à ce prix. Pourtant, au cours de ma détention, j'ai vu assez d'automutilations individuelles et collectives qui feraient passer les films gore dont vous vous régaliez certains soirs pour des histoires de la comtesse de Ségur. Il faut être dans la forêt pour connaître le cri de l'arbre abattu, et prisonnier pour entendre celui de l'implosion de la raison comme une façon d'échapper au châtement, à la vie. Au début du mois de mars, un détenu atteint de troubles psychiatriques - un "fatigué", selon nos codes - a détruit sa cellule en pleine nuit. Rien de bien méchant. Au matin et au lieu de laisser un voisin, un infirmier, lui parler... ils envoyèrent une escouade de tuniques bleues. Pre:ant peur, il s'est défendu et dans la confusion, un brigadier a été blessé. Trois points de suture ! Qu'importe la réalité de sa santé mentale, la loi est la loi. Et le lendemain, le tribunal des flagrants délits de Tarascon le condamna à six mois ferme. En comptant les retraits de grâce, sa peine s'allongera de deux ou trois ans. Et ainsi suivant cette logique, s'ils en réchappent, les malades entrés pour quelques années en feront autant en plus. Comme dit un responsable avec fatalisme : "la prison n'est pas la solution, mais les psychiatres n'en veulent plus dans les asiles". Et les suicides... Le suicide est-il une norme carcérale ? Avant de venir par ici, je ne savais pas qu'il existait autant de manières différentes de se pendre. L'usage commun veut qu'on se passe la corde au cou et qu'on saute du tabouret. Eh bien non, on peut se pendre assis, à genoux sous un placard, roulé en boule comme une bête... D'ailleurs, il y a une curiosité morbide des autres prisonniers pour le modus-operandi. "Ah c'est ingénieux !" Comme si dans la voix, on devinait "je te le disais qu'il avait de la classe". Parfois, on est déçu "Ah la fémorale... bien sûr tu ne souffres pas..." On sent déjà poindre le reproche. Certains à nos mémoires n'existent plus que par leur façon de mourir... Enfin tu te souviens bien du

cordonnier de la Santé... oui, rappelle-toi, celui qui s'était égoïté, empoisonné et pendu. On serait même tenté de sortir nos cartons comme un jury de gymnastique ou de patinage artistique : "Oui monsieur, des champions comme ça, on n'en fait plus"... Nous aussi, nous avons nos codes, tout aussi rigoureux sinon plus. Par exemple, on ne salue jamais un peintre. Pour nous, il n'existe pas. Ce n'est qu'une ombre baissant les yeux. A peine si on laisse la porte ouverte quand il nous suit. Et qu'il ne s'avise pas de sortir du rôle expiatoire de membre de la sous-caste carcérale. Ils vivent entre eux dans l'apartheid accepté. Pour la balance... quand quelqu'un - l'un d'entre nous - dit "j'ai la preuve de son infamie, aux Baumettes, il a...". On le chasse immédiatement vers l'étage des réprouvés. S'il a fait plus grave, on le punit, enfin s'il est malingre, c'est plus facile. S'il est trop costaud et s'il a des amis, ou si un doute persiste, on lui serre la main mais... à peine du bout des doigts. Non, nous ne sommes pas des anges... Chacun à sa place. C'est un peu pareil chez vous, non ? C'est moins visible... moins lisible. Avec le temps, vous l'avez intériorisé comme une récitation ancienne. Mais la norme de la prison est toujours à fleur de peau. Prête à vous la crever au fil de la lame, si les autres pensent que vous avez dépassé les bornes. Une loi invisible hante les coursives, et traîne sa punition. Le face à face est matérialisé, filmé, scruté par un œil anonyme... celui de la caméra, de la lunette du fusil, de la traîtrise du congénère, du moralisme du groupe - les autres membres de sa caste carcérale... La population pénale est sempiternellement traversée par la contradiction des "Misérables", entre le sublime des Gavroches et le chœur horrible des Ténardiers... Les plus bas instincts de l'appropriation privée, du culte du fric, de la misère morale de nos sociétés côtoient les expressions d'une culture de résistance, d'un certain sens du partage, des rêves d'un autre sort coûte que coûte... De l'autre côté de l'uniforme, du sommet de l'échelle aux derniers échelons, à part quelques

maniaques, on ne rencontre que des gens étant là par la force des choses, parce qu'il faut bien "vivre", parce qu'ils n'ont pu trouver mieux. Et ils sont condamnés à ce travail forcé, un peu comme nous en quelque sorte. Tout cela ne peut rien donner de bon. Sans compter que la gestion pénitentiaire s'appuie sur les instincts les plus vils des prisonniers, l'hypocrisie, la tromperie, la soumission, la trahison... Et tout cela n'a qu'un but, gagner un jour, un mois, une année... Perdurer. Tenir. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce que la société dépasse l'horreur des prisons, comme elle dépassa la guillotine, le bagne, les galères, la question ordinaire... ? A moins que "la fin de l'histoire" et la post-modernité nous condamnent à vie à accepter la lèpre des murs gris...

La crise ? Qu'on se rassure, les budgets sécuritaires ne seront pas touchés par les coupes sombres... Mais là encore, c'est une tendance lourde des nouvelles normes de gouvernement. Comme aux States, les hausses des financements sécuritaires sont proportionnelles à la chute des subventions sociales et éducatives. Les entreprises licencient ? Qu'importe ! Devant le désarroi des laissés pour compte de Metaleurop Nord le sinistre des Prisons, le sieur Bedier sort un QHS de son chapeau. Vous pourrez retrouver du boulot... une super prison sécuritaire sera construite près de chez vous... Chers ouvriers, soyez comblés, vous voilà conviés au Kho Lanta carcéral. Vous aussi, vous pourrez assassiner impunément, lorgner des trous du cul, tabasser de malheureux fous, mater quelques atouchements furtifs derrière l'œil de la caméra du parloir, et enfin arrondir vos mensualités en trafiquant alcool et drogues diverses... Et bientôt vous porterez la cagoule pour les sales besognes ! D'exploités, vous aurez l'illusion de passer du côté du bâton en vous métamorphosant en supplétifs de l'ordre... de cette dissuasion pesant sur l'échine de vos anciens semblables, de leurs enfants refusant la non-vie des cités, de ceux qui osent se révolter. Combien il aura fallu de renoncements culturels et politiques, d'individualisation, de lavage

de cerveau néolibéral pour qu'il n'y ait pas un mot, un seul, de protestation ! Remarquez de la même manière, la "fin de l'histoire" a condamné à la Prostitution une génération entière de femmes des pays de l'Est sans que cela n'émeuve les donneurs de leçons démocratiques.

Et moi, matricule 830c, suis-je enfin de retour à la norme ou sur le point de l'être en ce début de XXIe siècle ? Pour mes congénères, je suis un politique, un "attentat" qui "écrit des livres", et les années passant un "chibani", un ancien perrette... Ma place a été garantie à vie - si j'ose dire - par les tribunaux spéciaux et mon rôle codifié par cette nouvelle existence. Difficile d'en sortir, au propre comme au figuré... Mais pour vous aussi dehors, puis-je changer de rôle ? Bientôt vingt ans et on n'entre en contact avec moi que pour évoquer le côté sombre de l'inacceptable, le souvenir de la violence qu'on disait révolutionnaire. Bien sûr, je pourrais sauter de ce cercle infernal et revenir à l'acceptable. Mais à la condition expresse de proclamer sur la place publique que ce que j'ai fait et ce que j'ai pensé depuis 1981... voire 1968, est seulement d'une qualité inacceptable. En attendant, pour la majorité d'entre vous, je demeure un "has been", irrémédiablement "autiste", quant aux quelques autres anciennement politisés, s'ils préfèrent utiliser les termes "communiste révolutionnaire" ou "anti-impérialiste", c'est pour mieux condamner notre dérive passée. Dans mon existence, j'ai fait un choix : combattre sans calcul personnel pour ce que je crois juste. Et tout naturellement, lutter pour changer la vie engagea toute ma vie sans mégoter, sans marchander, sans demander grâce... Je me souviens de ce que Sébastien Faure a écrit dans La Liberté. "Je plains celui qui peut regarder ces édifices - les prisons - en se disant : "je ne serais jamais enfermé dans ces murs !" Celui-là ne peut avoir ni dignité, ni passion, ni courage, ni conviction. Il est le plat valet des oppresseurs, prêt à se faire oppresseur lui-même..."

► Jean-Marc Rouillon

**jusqu'à ce que la société dépasse l'horreur des prisons**

BUSH DÉGOÛT

# Noam Chomsky

## L'Amérique qui nous parle

... suite et fin !

● **Atilio A. Boron:** *Tout cela est très préoccupant. Croyez-vous que ce qui se passe en Irak affectera d'une manière irréversible la stabilité politique du Moyen-Orient? Quels seront les probables "effets collatéraux" de cette invasion dans des pays aux systèmes politiques fragiles, comme l'Arabie Saoudite, la Syrie, l'Iran ou encore les territoires Kurdes. Qu'advient-il du problème de la Palestine, qui est le noeud politique de la région ?*

**Noam Chomsky :** Ce qu'il adviendra dans le monde arabe est extrêmement difficile à prédire. C'est un monde désorganisé et chaotique, où existent des régimes hautement autoritaires et brutaux. Nous ne savons pas quelles sont les attitudes populaires les plus fortes. Les USA sont très préoccupés par les attitudes qui prévalent dans la région; les académies nord-américaines spécialisées dans les pays du Moyen Orient ont réalisé des enquêtes assez bonnes sur la zone et leurs résultats sont dramatiques. Une des études les plus récentes, de l'Université du Maryland, porte sur une région allant du Maroc jusqu'au Golfe Persique et au Liban. Dans cette zone, une majorité écrasante de la population manifeste le désir que les leaders religieux aient un rôle plus important dans les gouvernements. Un pourcentage semblable, de l'ordre de 95%, croit que l'unique intérêt nord américain pour la région est d'avoir accès au pétrole, de fortifier Israël et d'humilier les Arabes. Il s'agit d'une opinion quasi unanime. Aussi, s'il existe une quelconque expression populaire qui peut surgir dans la région, ou un quelconque type de mouvement démocratique, il pourra se convertir en une chose semblable à ce que nous connaissons en Algérie depuis dix ans. Ce ne sera pas

nécessairement un gouvernement islamiste radical, en tout cas un courant islamiste plus énergique que celui qui actuellement existe en divers pays. Je crois que ce serait le dernier souhait des USA, toute alternative d'ouverture démocratique se transformera immédiatement en une féroce opposition à la Maison Blanche. Mais les voix en faveur d'une démocratie laïque sont également hostiles aux USA. Si elles pouvaient parler librement, par exemple, des violations des résolutions des Nations Unies, ces voix présenteraient le cas d'Israël qui bat les records de l'Irak en cette matière. Mais il est clair qu'Israël jouit de la protection des Etats-Unis. Ces voix-là exprimeraient aussi leur désir d'indépendance, que les Etats Unis ne favorisent pas, de sorte que l'on peut en déduire que Washington continuera à appuyer les régimes non-démocratiques et oppressifs comme par le passé, et de la manière dont cela se passe en Amérique latine depuis de nombreuses années, à moins que l'on puisse lui garantir que les nouveaux gouvernements s'ajusteront strictement sur les priorités de Washington.

D'un autre côté ces mouvements populaires du monde arabe sont si chaotiques qu'il est difficile d'en prévoir les résultats(...). Le problème israélo-palestinien est, on peut en faire l'hypothèse, le problème crucial dans le monde arabe. L'administration Bush devrait y prendre garde, et ne prendre position pour aucune partie. Cependant ses actions sapent les perspectives d'une résolution pacifique du conflit, par exemple par le financement de nouveaux programmes d'installation des Israéliens dans les territoires arabes. C'est pour cela que nos gouvernants ne disent rien. Ils

disent à chaque fois "nous avons une vision", sans le moindre sens. Pendant que le silence officiel contraste avec l'appui effectif aux positions les plus extrémistes d'Israël. Parmi elles ce que la presse a signalé comme l'expression la plus significative de George Bush -redite un peu plus tard par Collin Powell- fut que la colonisation des territoires arabes occupés continuerait jusqu'à ce que les États-Unis déterminent que les conditions pour la paix sont réunies, et puisse avancer dans la mythique "feuille de route" tracée par Washington.

Cette affirmation qui fut saluée comme "significative" implique de fait un changement de politique dans une direction chaque fois plus extrémiste. Jusqu'à maintenant la position officielle était qu'il ne devait plus y avoir d'installations dans les territoires arabes. On peut supposer qu'il s'agissait d'un positionnement hypocrite de la part des USA : pendant qu'ils apportaient leur soutien militaire, économique et diplomatique à la création de nouvelles installations, ils soutenaient une position officielle toute réthorique opposée à ce cours des choses. Maintenant la politique officielle a changé en faveur des installations jusqu'au moment où les USA détermineront unilatéralement que "le processus de paix" a progressé suffisamment, ce qui signifie pour l'essentiel qu'elles seront indéfiniment avalisées. Il n'a pas plus été noté qu'au mois de décembre l'administration Bush a modifié, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, la position des Etats Unis sur un point important. Jusqu'à ce moment la maison Blanche avait avalisé les résolutions du Conseil de Sécurité de 1968 s'opposant à l'annexion de Jérusalem par Israël, et ordonnant aux autorités israéliennes de mettre fin à toute initiative destinée à prendre possession et agrandir Jérusalem (...). Officiellement les Etats Unis s'étaient toujours opposés à cette expansion (...). Cependant, en décembre dernier l'administration Bush appuie cette poli-

tique en opérant un changement assez abrupt par rapport à sa position antérieure et d'une manière comme on en voit aucun exemple dans l'histoire diplomatique des USA. Il est en soi même significatif qu'un changement de cette envergure n'ait pas été perçu aux Etats-Unis(...). Dans le passé les Etats-Unis mettaient leur veto aux efforts européens d'organiser une inspection internationale dans les territoires occupés - une initiative qui cherchait à réduire les violentes confrontations politiques de la région. Les Etats-Unis ont saboté les réunions programmées en décembre 2001, quand on tentait d'élaborer la Convention de Gênes, et pendant que les autres parties contractantes se réunissaient, les Etats Unis refusèrent de participer à la réunion qui fut bloquée. Non seulement ils sabotèrent la conférence mais ils déclarèrent que Sharon était un homme de paix et soutinrent sa politique répressive. Alors que tout laissait voir que les Etats-Unis impulsaient une politique plus dure sur les territoires occupés, on concédait aux Palestiniens un statut formel - et vide de sens - "d'État" de la région. On pouvait supposer que ceci serait à coup sûr présenté comme une grande victoire démocratique, le triomphe de la paix et de la liberté, et tout ce qui d'habitude se dit en pareille circonstance. Ils montèrent une immense opération de relations publiques et essayèrent de présenter la nouvelle politique sous cet emballage mais la réalité ne semble pas si encourageante.



**Washington continuera à appuyer les régimes non-démocratiques**

● **Atilio A. Boron**: J'ai deux questions à vous poser dans ce sens. Une concerne le futur des Nations Unies. Un article récent d'Henry Kissinger, reproduit par la presse argentine, disait que le multilatéralisme était terminé et que le monde avait à accepter les conditions résultant de la supériorité absolue des forces armées nord-américaines, qui fait que l'ancien ordre international n'est plus de mise. Quelle est votre analyse sur le futur des Nations Unies et des accords internationaux?

**Noam Chomsky** : Bon, vous savez, il s'agit d'une formulation plus effrontée d'une politique qui s'est toujours inscrite dans la même ligne. L'unilatéralisme a toujours existé et Henry Kissinger le sait parfaitement. C'est quelque chose qui vient de plus loin. Je veux dire : Est ce qu'il y a eu une approbation de l'invasion nord-américaine au Viet-Nam, il y a quarante ans ? En réalité le thème n'a jamais pu être inscrit sur l'agenda des Nations Unies. L'ONU et quasiment tous les pays s'opposaient violemment aux opérations US au Viet-nam, mais la question n'a jamais pu être soumise à la discussion parce que tous savaient que si une telle chose arrivait les Nations Unies seraient purement et simplement démantelées par les USA. Quand la Cour Internationale de Justice a condamné Washington pour ses attaques au Nicaragua, la réponse officielle de l'administration Reagan -qui, j'insiste, correspond aux mêmes personnes actuellement au pouvoir (...) fut que bien que les autres nations ne soient pas d'accord avec nous, nous nous réservions pourtant le droit de déterminer ce qui relève de la politique intérieure des Etats Unis. Je suis en train de citer textuellement. Dans ce cas il s'agissait d'une agression contre le Nicaragua. Il sera difficile de trouver un unilatéralisme plus extrême que celui-ci. Et les élites nord-américaines l'acceptèrent, et l'applaudirent, en réalité l'affaire fut rapidement oubliée. Lors d'un prochain voyage aux Etats Unis

parlez avec vos collègues dans un quelconque département de Sciences Politiques, et vous trouverez des gens qui n'ont jamais entendu parler de cela. Cela fut complètement rayé de la scène. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis mirent leur veto aux résolutions du Conseil de Sécurité appuyant la décision de la Cour, exhortant tous les pays à approuver la législation internationale. Ceci est un unilatéralisme sous sa forme la plus extrême et il remonte à plus loin encore dans le temps.

Juste après la crise des missiles d'octobre 1962, qui faillit conduire le monde au bord d'une guerre nucléaire totale, l'administration Kennedy a repris ses activités terroristes et sa guerre économique contre Cuba, laquelle fut à l'origine de la crise. Dean Acheson, un respectable homme d'état, conseiller de Kennedy, appartenant à l'aile libérale nord-américaine, prononça un important discours à la Société Nord Américaine de Droit International qui énonce dans ses lignes principales les contenus de la doctrine Bush de septembre 2002. Ce qu'il dit est qu'aucune "controverse légale" ne peut surgir dans le cas d'une réponse nord-américaine à un défi à son "pouvoir, position et prestige". Rien ne peut être plus extrême que cela. La différence avec septembre 2002 est qu'au lieu que ce soit une politique opératoire au cas par cas, elle s'est convertie en doctrine officielle du gouvernement américain. Les Nations Unies perdirent de leur importance dans la mesure où les USA les empêchèrent de fonctionner. C'est pour cette raison que, à la suite des réformes de 1960, quand les Nations Unies évoluèrent vers plus d'indépendance, à cause de la décolonisation et de l'entrée d'autres pays issus de la seconde guerre mondiale, les Etats Unis devinrent le pays qui opposa le plus son veto aux résolutions du Conseil de Sécurité sur nombre de questions -la Grande Bretagne est le second- et aucun autre pays n'approche de près. Ceci a fait



que les Nations Unies ne purent agir utilement. Ceci revenait à dire : "ou vous faites ce que nous décidons ou nous le piétons par derrière". Actuellement c'est beaucoup plus cynique. Le seul mérite de Kissinger est d'énoncer clairement la politique que nous menons.

● **Atilio A. Boron**: Ceci est ma dernière question. Quel est l'impact de la guerre d'Irak sur les libertés publiques aux Etats Unis ? Nous avons entendu des histoires très préoccupantes comme celles de bibliothécaires qui seraient forcés d'indiquer les noms des gens qui empruntent des livres considérés comme subversifs ? Quel est le véritable impact de la guerre dans la politique intérieure et dans la vie quotidienne des Etats Unis ?

**Noam Chomsky** : Ces choses sont arrivées mais je pense qu'elles ne sont pas spécifiquement à mettre en relation avec la guerre en Irak. L'administration de Bush, je me permets de le répéter, est formée non par des conservateurs mais par des réactionnaires. Ceux-ci veulent un Etat très puissant, énorme et violent et qui force la population à l'obéissance et à la soumission. Il s'agit, en toile de fond, d'un type de mentalité quasi fasciste, et à cause de cela on est en train de saper les droits civils de multiples manières. Ceci est un de leurs objectifs de longue portée, et il veulent agir rapidement parce il existe aux Etats-Unis une tradition très forte de défense des droits civils. Le cas d'espionnage que vous mentionnez (...) est un pas de plus dans cette direction. Ils revendiquent aussi le droit du gouvernement à détenir un citoyen des Etats-Unis sans charge -

et sans accès à un avocat, ni à sa famille- et à le maintenir en détention indéfiniment. Ceci, en plus, a été avalisé par la Cour, en cas d'atrocité. Mais maintenant, pour les occasions dénommées "Patriot Two", ils ont une nouvelle proposition, un document de quatre vingt pages produit par le Département de la Justice et que quelqu'un a laissé filtrer dans la presse pour sa publication. À la suite de cette publication parurent quelques articles de professeurs de droit qui se sentaient outragés par le contenu du dit document. Celui-ci jusqu'à maintenant est resté à l'état d'ébauche, mais plus d'un souhaiterait l'imposer aussi secrètement que possible. Ces propositions permettraient au Ministre de la Justice, par exemple, de priver de la citoyenneté américaine quelque individu que ce soit suspect d'être impliqué dans des actes de quelque forme que ce soit qui pourraient être préjudiciables aux intérêts nord-américains. Tout ceci va beaucoup plus loin que tout ce qu'on peut observer dans une quelconque société démocratique. Un professeur de Droit de l'Université de New York a écrit que, de toute évidence, cette administration tentera, dans la mesure de ses possibilités, d'éliminer ou diminuer d'une manière significative les droits civils des citoyens. Ceci va de pair avec les politiques réactionnaires pratiquées dans les relations internationales, l'économie, la vie sociale et aussi dans la vie politique ■

*Radio Del Plata, Buenos Aires, Argentina, 12 Avril 2003. (Traduction en espagnol de Jessica L. González - Revision de Atilio A. Boron). Traduction française Danielle Bleitrach*

**on est en train de saper les droits civils**

COCA GAZÉIFIÉ

La façon dont la plupart des médias français ont traité de la révolte populaire en Bolivie ne manque pas d'interroger.

Ils montrent une grande ignorance de l'histoire sociale et politique du pays, des conditions de l'élection du président Gonzalo Sánchez de Lozada, des raisons des mécontentements, de la forme prise par le mouvement de protestation dans la durée (car déjà les émeutes de février dernier avaient fait 34 morts !). Les informations nous parvenant donnèrent toute la semaine la sensation que la demande de renoncement du président provenait d'un simple rejet d'un point particulier de sa politique, et l'article publié dans le journal Libération le vendredi 17 octobre montrait encore une vision floue, à la fois misérabiliste et romantique, de La Paz dévastée où vibrerait encore l'âme du Che Guevara mort dans ce pays... Le rejet de la politique d'éradication de la coca, la désapprobation d'une politique économique néolibérale, le refus d'une baisse des retraites misérables, ou de l'établissement d'un nouvel impôt fixé en début d'année 2003, ont pu, depuis le début de ce nouveau mandat de Gonzalo Sánchez de Lozada (août 2002) susciter des protestations et des mobilisations leaderisées par l'opposition, comme partout, mais ce sont les morts dont la liste n'a eu de cesse de s'allonger pendant un mois qui ont conduit la situation à ce point de non retour où la seule chose attendue par les manifestants de tout bord était la démission du président.

Or les bulletins informatifs qui nous sont parvenus n'ont pas fait

# BOLIVIE

## coca au point

l'effort de comprendre comment on en est arrivé à une telle crise politique, quels sont les rapports de force en présence, et que révèlent ces derniers de la situation géopolitique stratégique du pays. La "pire crise qu'aït connu le pays en 21 ans de démocratie" est-elle un nouveau mouvement social, comme le pays en connaît fréquemment depuis 2000 ? un soulèvement sporadique de plus des populations d'origine aymara de la périphérie de la capitale économique La Paz ? une conséquence de ce qui a été nommé la "guerre du gaz" ? un calcul politique des groupements de cultivateurs de coca ? un rejet de la domination nord-américaine ?

### tout cela en même temps...

... Et un peu plus. Le pays a, depuis août 2002, à sa tête le leader du MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario), Gonzalo Sánchez de Lozada, dit "Goni" du fait de son éducation et de son accent nord-américains, déjà président de 1992 à 1997, période où il mena une politique néo-libérale de privatisations suivant le "modèle Fujimori" de l'époque.

Très critiquée, cette politique a provoqué, en 1997, une alliance de tous les autres partis (la "méga-coalition") contre le MNR, et a porté au pouvoir l'ex-dictateur des années 70, Hugo Banzer Suarez, aujourd'hui décédé.

Bien que le MNR ait obtenu moins de 22% des voix aux élections de juin 2002, un jeu d'alliances avec d'autres partis politiques, contre celui du leader indigène Evo Morales, a permis à Goni d'assu-

mer à nouveau le pouvoir au mois d'août 2002, et pour un mandat allant jusqu'en 2007.

Evo Morales, le dirigeant syndical des cocaleros -cultivateurs de coca- du pays, et considéré parfois comme le futur "Lula andin"- est devenu célèbre à travers sa lutte contre les programmes d'éradication de la feuille de coca préconisés par les États-Unis. Il obtint la 2<sup>e</sup> place à ces mêmes élections. Il symbolise aujourd'hui le principal mouvement d'opposition aux mesures gouvernementales néolibérales avec son parti le MAS (Movimiento Al Socialismo), aidé en cela par Felipe Quispe, à la fois allié et rival, leader aymara du MIP (Movimiento Indigenista Pachakuti), le parti le plus radical en termes de discours et de revendications ethniques contre la sempiternelle "domination blanche". Les difficultés à gérer "le fossé entre les deux Bolivie" comme aiment à le nommer les commentateurs de l'opposition sont depuis incessantes : l'alliance gouvernementale des "partis traditionnels" (MNR+MIR+NFR) dut faire face à des soulèvements contre la politique éducative juste après les élections, contre la politique d'éradication de la coca (plusieurs mouvements de révolte dont le dernier lancé en janvier 2003), contre la diminution des retraites puis en février un nouvel impôt décidé sous pression du FMI déclencha une mutinerie des policiers suivie d'un mouvement populaire qui se termina dans un bain de sang faisant 34 morts suite aux journées des 12 et 13 février.

Cette fois-ci, le détonateur de la reprise du mouvement de protes-

tation fut le débat autour de l'exportation du gaz naturel bolivien (la "guerre du gaz") et le projet gouvernemental de l'exporter par le Chili, en excluant toute consultation populaire.

Ce gaz naturel, découvert dans le sud-est du pays (zone de Tarija), est une immense source d'espoir pour le futur économique du pays puisqu'il s'agirait du plus important gisement de gaz de l'Amérique du Sud.

Les États-Unis semblant être les principaux acheteurs potentiels, des experts furent consultés pour examiner les avantages et inconvénients qu'il y avait à exporter le gaz vers la Californie, en passant par le Pérou ou par le Chili, la Bolivie ne possédant pas de façade maritime depuis la guerre du Pacifique (ce conflit l'opposa au Chili de 1879 à 1883, aux côtés du Pérou qui perdit aussi une partie de son littoral). L' "accès souverain à la mer" revendiqué tout au long du XX<sup>e</sup> siècle a été systématiquement refusé par le Chili, d'où des relations diplomatiques toujours difficiles et à nouveau rompues depuis 1978 entre les deux pays. L'option "chilienne" a ainsi toujours été plutôt impopulaire, surtout après que le gouvernement chilien opposa une fin de non recevoir à la demande renouvelée d'un couloir d'accès maritime.

Mais au-delà prédomina la frustration de voir, une fois de plus, des richesses filer vers l'extérieur du pays sans permettre une amélioration visible des conditions de vie de la population (2 Boliviens sur 3 vivent aujourd'hui en situation d'extrême pauvreté), et la peur que la prétendue rentabilité de l'exportation ne servît que les intérêts bien compris de quelques politiciens ou industriels véreux. Face à cette alternative (gazoduc construit vers un port chilien ou vers un port péruvien) jugée désavantageuse pour le pays dans les deux cas, les partis de l'opposi-

vision floue, à la fois misérabiliste et romantique

tion proposèrent cet été une troisième voie : le gaz pour une industrialisation du pays.

### dilemme inextricable

C'est donc ce dilemme inextricable qui a déclenché de fortes manifestations à partir de la mi-septembre, dans les principales villes du pays, pour s'opposer à l'éventualité d'une exportation via le Chili, et au-delà, à tout contrat passé à la va-vite, sans transparence ni négociations. Compte tenu de l'actuelle législation sur les hydrocarbures en effet, la Bolivie ne récupérerait que 18% de la vente prévue de gaz, le reste allant au consortium étranger qui financerait les investissements nécessaires pour l'acheminer vers la mer...

Après leur échec dans la lutte contre la politique d'éradication des feuilles de coca, les mouvements de revendications ethniques du pays ont fait du "non à l'exportation du gaz" leur nouveau cheval de bataille.

À partir de la mi-septembre le mouvement de résistance fut lancé. Le 23 septembre, pour faire pression sur le gouvernement, de nombreux barrages coupaient les principaux axes routiers, isolant La Paz du reste du pays et rendant son approvisionnement impossible. Le 25, la COB (Centrale Ouvrière Bolivienne, seul syndicat ouvrier du pays) appelait à une grève générale illimitée.

Un pacte d'accord national, préparé par l'Église soucieuse d'être le médiateur du conflit et l'instrument de réconciliation nationale, échoua.

À partir de ce moment-là, les manifestations n'ont eu de cesse de s'amplifier. Elles sont aussi très vite devenues des lieux d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre : 7 personnes tuées et 15 autres blessées le 20 septembre, et depuis, chaque jour, de nouvelles victimes. En un mois,

les affrontements ont fait 86 morts et plus de 400 blessés, selon les chiffres donnés par l'Assemblée permanente des droits de l'homme (organisation humanitaire indépendante). Au lieu de créer l'effroi et de provoquer un retour au calme, cette vague de violence a généré, cette fois, une révolte plus grande et plus massive encore.

À partir du lundi 13 octobre suite à un nouveau week-end meurtrier, les manifestants n'avaient plus qu'un seul mot d'ordre : la démission pure et simple du président Gonzalo Sánchez de Lozada, auquel le vice-président (le journaliste et historien Carlos Mesa) retirait également son appui.

Le président annonça et répéta qu'il était pour lui hors de question de démissionner et de laisser le pouvoir à la "dictature syndicale". Les efforts qu'il engagea pour obtenir le soutien international passa par l'accusation portée aux leaders de l'opposition d'être des "terroristes" voulant imposer une "narco-dictature". Il promit toutefois qu'aucune décision non soumise à approbation populaire ne serait prise avant décembre concernant l'exportation du gaz et se dit prêt à négocier divers aspects de sa politique. Autant de concessions qui arrivaient bien tard.

Les États-Unis tentèrent de renforcer l'autorité du président, en lui renouvelant leur soutien et en avertissant par tous les moyens de communication dont ils disposaient qu'ils ne toléreraient aucune tentative anti-démocratique visant à renverser le gouvernement. On annonça que 3 des 4 ministres qui avaient démissionné le 13 octobre avaient repris leurs fonctions. Et les Forces Armées promirent également publiquement d'agir "avec fermeté" contre les "auteurs de troubles".

Cela ne suffit pas. La protestation gagnait le reste du pays, en par-

ticulier Cochabamba et le Chapare, région de la culture de la coca et bastion électoral d'Evo Morales. L'Église elle-même demanda au président de n'écarter aucune option pour une "solution urgente et non autoritaire au conflit". Goni comptait sur l'épuisement du mouvement dans une ville assiégée, isolée, avec un aéroport fermé depuis plusieurs jours et les axes routiers bloqués ou détruits, sans plus d'approvisionnement ni de transports collectifs, en manque de médicaments et de denrées de première nécessité. Le seul mot d'ordre consensuel était bien la démission du président, et les représentants de nombreuses associations, pourtant apolitiques, d'artistes et d'intellectuels engagèrent le 15 octobre une grève de la faim en ce sens.

### départ pour le pays du coca

Les protestations s'intensifièrent le 16 septembre. Des colonnes de paysans et de mineurs en provenance de différentes régions du pays se dirigèrent vers La Paz pour rejoindre le mouvement. 50 000 personnes défilèrent dans le centre de la ville, au cri de "Goni assassin". Des manifestations avaient lieu dans le même temps à Cochabamba, Sucre, Santa Cruz, Potosí et Oruro. La massification du mouvement a eu finalement

raison de la détermination du président.

Le vendredi 17 octobre, après avoir été lâché par ses deux principaux alliés (le leader du MIR, Jaime Paz Zamora, et le leader de la NFR, Manfred Reyes Villa), Gonzalo Sánchez de Lozada réunit le Congrès et annonça sa démission, laissant son vice-président, Carlos Mesa, à la tête d'un gouvernement de transition. Il s'en vola quelques heures plus tard pour Miami. Le "conflit gazier" a su cristalliser tout un ensemble de revendications sociales et ethniques, déjà exprimées et déjà réprimées dans le sang, portant à 140, dont 86 ce dernier mois, le nombre des victimes tombées sous les balles de la répression. Dès son investiture, Carlos Mesa leur a rendu hommage. Il a promis un référendum sur le gaz, la convocation d'une Assemblée constituante pour la "refondation de la Bolivie" et l'organisation d'élections anticipées.

Le mouvement social a su cette fois faire fléchir le pouvoir et la donne politique s'en trouve complètement modifiée dans le pays. Les problèmes posés ne s'en trouvent pas pour autant réglés, ce qui invite les différentes organisations mobilisées à rester vigilantes afin que les aspirations exprimées ne soient pas trahies ■

> **Françoise Martinez.**



**un seul mot d'ordre : la démission**

# R.M.A.

## Sous Travail Obligatoire

"partenaires sociaux" déclarent à nouveau que les comptes de l'UNEDIC sont dans le rouge et qu'une nouvelle amputation des droits ASSEDIC doit être mise en place.

### les effets directs du pare n°2...

Dés Janvier 2004, l'accord signé en Décembre 2002 entre le MEDEF, les organisations patronales et les syndicats aux ordres (CFTC, CGC, CFDT) va provoqué la baisse drastique des indemnités chômage. A terme (2005) 613 900 bénéficiaires seront exclus des indemnités chômage dont 250 000 qui viennent de perdre leurs allocations et sont radiés des ASSEDIC... direction le RMI! Notons que l'engagement de non dégressivité prévu par le PARE n°1 passe à la trappe. Mais comme dirait le sinistre Pasqua "les promesses n'engagent que ceux qui y croient"!

Les ASS (Allocation Spécifique de Solidarité - 400 euros), qui concernent les chômeurs n'ayant plus droit aux indemnités ASSEDIC (420 000 personnes), seront aussi amputées en juillet 2004 et limitées à 2 ans pour rediriger 150 000 personnes vers le RMI.

Enfin, dans le cadre de la loi de décentralisation, le RMI/RMA sera désormais géré par les conseils généraux qui à cette occasion se voient investis des pouvoirs absolus et notamment du rôle autrefois attribué aux Commissions Locales d'Insertion (CLI): validation des contrats d'insertion, radiation et suivi des conditions de versement du RMI. Tout cela sans contrôle extérieur et dans l'arbitraire le plus total.

Débarassé des acteurs sociaux, on ne doute plus que le flicage des RMIstes risque de durcir encore un peu plus... Au final ce sont donc 800 000 personnes radiées des ASSEDIC ou des ASS qui devrait rejoindre les 1 000 000 d'allocataires du RMI. Soit plus de 1 800 000 personnes qui constitue dans l'esprit de Raffarin, Chirac ou Seillière un potentiel de main d'oeuvre mis en situation sociale suffisamment précaire pour accepter le sous contrat RMA.

### un sous travail obligatoire...

Avec le RMA, les patrons disposeront prochainement d'une forme supplémentaire - mais plus avantageuse encore - de contrats précaires... Ce contrat "dit d'insertion", à temps partiel sera de 20 heures minimum par semaine, ne pourra dépasser les 6 mois et sera renouvelable 2 fois, soit 18 mois au total. Une sorte de période d'essai rallongée!...

Comme toujours diverses aides et avantages ont été prévus pour les employeurs. Le RMI (411,70euros) autrefois versé directement aux bénéficiaires sera perçu par le patron (363 euros) qui le reversera à son tour au salarié RMA, en y rajoutant 262 euros (au total 625 euros par mois). Soit un salaire horaire défiant toute concurrence de 3 euros toutes charges comprises! On comprend vite que la volonté de casser le SMIC (7,19 euros/h) n'est pas loin... En effet, pourquoi un patron embaucherait un salarié au SMIC quand dans le même temps il peut disposer de 2,5 salariés au RMA beaucoup plus corvéable et sanctionnable que les premiers! A cela il faut aussi ajouter l'exonération des cotisations sociales, accident du travail et allocations familiales pour un contrat RMA. La cotisation obligatoire pour les caisses retraites et sécu se fera sur la base du supplément versé par l'entreprise (262 euros) et non de la totalité du RMA (625 euros)! À ce tarif, il faudra au

travailleur au RMA, plus de 100 ans de cotisations pour obtenir une retraite! S'il fallait encore trouver des causes au prétendu déficit des caisses de sécu et notamment ASSEDIC, on en aurait là une supplémentaire... Pour finir, le RMA dit "contrat d'insertion" donne au patron le rôle de "tuteur" chargé de témoigner auprès d'un "référént" du Conseil Général de la bonne ou mauvaise volonté à se faire exploiter de l'ex-chômeur qu'il a peut être contribué à créer! On n'imagine facilement que se syndiquer, participer à une grève ou simplement protester sera considéré comme un refus "d'insertion" valable pour une radiation. En plus de casser le SMIC et le code du travail, Raffarin/Chirac veulent donc offrir au patronat une nouvelle forme de travailleurs "pauvres", corvéables et bon marché. Avec la brèche ouverte par le mouvement avorté des retraites (Mai/Juin 2003), les casseurs du gouvernement Raffarin semblent donc passer la vitesse supérieur



**le chômeur devra mériter son indemnisation**

LIBER... TERRE

# Quand les hélicoptères des puissants sont arrivés

au-dessus de la forteresse, vers minuit, les messages radios se sont brouillés, et les ordinateurs de bord ont confirmé : plus de fichier de police, plus de télésurveillance, plus de contrôle informatique de la zone interdite. A l'intérieur du Bunker, les programmes de travail avaient bugué, l'énorme somme d'informations contenue dans le réseau commercial international était irrécupérable. Quelqu'un dans la pièce a allumé la télé, mais en voyant l'écran se consteller de para-

sites, j'ai compris que certains s'en étaient occupés. Pendant quelques instants, les hélicos ont dansé au-dessus du mégabunker un ballet affolé et brutalement, sont partis en direction de l'aéroport. Quelqu'un a écrit sur l'écran, ils ont la trouille, ils repartent. Nous n'avons pas dit un mot, nous avons appris à ne pas être joyeux comme des enfants à la moindre bonne nouvelle, nous étions devenus méfiants avec nos propres élans de joie. J'ai réduit le fichier, j'ai cliqué

sur jeux, puis sur running 3, et j'ai commencé une course-poursuite au volant d'une voiture que je ne posséderai jamais. Dans les rues adjacentes, la police et l'armée se répandaient comme le purin coule d'une fosse trop pleine, tapaient aux portes, pénétraient dans les appartements avec des airs de brutes. Ils ne trouvaient que quelques personnes, buvant et discutant de la panne de télévision, repartaient, poursuivant le raid urbain des portes fracassées et des hurlements

d'intimidation. Je ne me suis pas retourné quand ils ont fait irruption dans la pièce. Ils m'ont jeté de ma chaise, ont fouillé partout en pure perte. Après leur passage, je me suis affalé dans un fauteuil et je me suis assoupi. Quand je me suis réveillé, j'étais seul dans la pièce. Sur l'écran de veille, en boucle, quelqu'un avait écrit : la R.L.M. n'aura pas lieu.

► **Valmat**

## LIBRES LIVRES

### Du Progrès dans la domestication

René Riesel  
Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances

"[...] Dans je ne sais quelle ville chinoise, abritée des vents dominants par une haute colline et asphyxiée par sa pollution industrielle, les experts locaux ont conçu l'an dernier le projet, logique, de raboter quelques centaines de mètres de la colline gênante. Cette démesure prête à rire ? Soit. Mais qu'on imagine répandre de la limaille de fer à la surface des océans pour inciter le plancton à collaborer plus activement à la réduction de l'effet de serre, de remorquer l'eau douce des icebergs jusqu'au golfe persique, de dresser des montagnes de polystyrène expansé pour accrocher les nuages sur le Rub al-Khali, ou bien qu'on projette effectivement l'érection d'un gratte-ciel d'un kilomètre de hauteur, flanqué d'un champ de capteurs de cinq cents hectares, au sud-ouest de Sydney, cette babélie centrale solaire étant destinée à fournir aux citoyens d'Australie deux cents mégawatts de confort domestique, on n'a manifestement pas fini de vouloir creuser le Bielomorkanal dont rêvait la bureaucratie stalinienne.

C'est bien la même démesure, reposant sur d'identiques certitudes techniques détraquées, fondées ou pas sur des postulats scientistes plus ou moins

vérifiables, qui donne leur air de parenté à ces délires en roue libre. La démesure demeure donc - lors même qu'elle nourrit des ambitions plus microscopiquement exorbitantes, bio et nanotechnologiques par exemple, pour ne citer que les plus voyantes, et il semble à première vue n'être plus question que de reconduire le projet moderne de maîtriser, égarer ou asservir les forces ou les ressources naturelles. Mais la stratégie spontanée de la guerre-éclair a déjà rencontré ses limites. Deux siècles de terre brûlées et de dégâts collatéraux, humains en particulier, ont rendu toute retraite matériellement inconcevable et ne laissent d'autre issue à la coalition industrielle de l'économie et de la technologie que de poursuivre l'offensive. Cette poursuite lui commande de produire dorénavant par elle-même l'intégralité des conditions qui y paraissent indispensables, quitte à bricoler autant de dispositifs qu'il faudra pour se convaincre qu'en posant une prothèse devant l'autre on pourrait encore clopiner vers un avenir possible. Sans jamais cesser de guetter les chocs en retour du moindre battement d'aile du papillon industriel. [...]"

René Riesel est surtout connu pour s'être trouvé co-accusé avec José Bové et d'autres membres de la Confédération Paysanne dans différents procès pour arrachages et sabotages de laboratoires d'OGM. Le propos de René Riesel est construit, étayé, implacable et d'une densité impressionnante. Confrontations, récits, chroniques ironiques et parfois invectives,

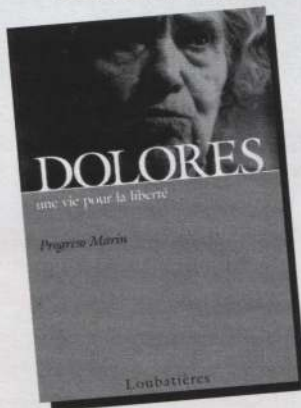
rien ne saurait pouvoir s'y lire en diagonale. Ces figures, en réalité de style, s'imposent par une volonté louable de concision dans la démonstration. Description lucide de l'état du monde, au nez des candides et des bateleurs, l'essai est aussi la chanson d'une rare vivacité d'esprit, d'une nature inéluctablement et légitimement intransigeante avec la société industrielle.

► **Philippe M.**

Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances  
80, rue de Ménilmontant 75020 Paris.  
Tél. 01 43 49 39 46

### Dolorés, une vie pour la liberté ?

Progreso Marin  
Éditions Loubatières



Energie d'un visage anonyme qui sort de la glaise, Dolorés Prat, née en 1905 à Ripoll dans la Catalogne espagnole au confluent de deux rivières, le Ter et le Frazer où les usines crachotaient ses usines de textile et sa mère,

Dolorés fut maîtresse de maison à huit ans, syndicaliste à quatorze, nommée secrétaire de la section textile de la CNT (Confederacion Nacional del Trabajo) en 1936, exilée et militante.

La justice sociale fut toujours au cœur même de son combat, ni la défaite du camp républicain, ni l'exil, n'ont jamais tari sa foi dans l'idéal qu'elle défendait et qu'elle a su communiquer aux siens.

De la Catalogne espagnole natale à Toulouse, ce livre raconte la trajectoire individuelle d'une anonyme parmi d'autres anonymes d'une histoire collective : Une femme anarcho-syndicaliste dans la tourmente de la Révolution et de la guerre d'Espagne, un des tournants du XX<sup>e</sup> siècle, une vie forte, symbole de toutes ces femmes et de tous ces hommes qui ont œuvré, à en mourir, pour la liberté.

L'auteur, c'est son fils Progreso Marin qui à travers le portrait de sa mère rend hommage à tous les anonymes qui ont résisté et résistent encore. Poète, il a publié dans la revue Encres vives. Il travaille actuellement sur un recueil de nouvelles "Circulez, y a rien à voir" et la "Huche des rêves", livre sur un village languedocien où son imaginaire a trouvé un point d'ancrage. À lire absolument.

► **Françoise**

Pour les lecteurs parisiens, on le trouve aussi à la librairie Quilombo 23 bd Voltaire 75011 Paris, et à la librairie Espagnole 72 rue de Seine 75006 Paris.

## LES MURS EN PARLENT



Et pourtant...  
... c'est son anniversaire

## BOL DE PUNCH ET COPINAGE

# Afriques sur toiles

Association de Promotion des Ecritures des Afriques, GaronAfrique est née de la volonté de promouvoir les littératures des Afriques qui souffrent une trop discrète diffusion. La promotion d'artistes contemporains des afriques, auteurs d'écritures plastiques confrontés eux-aussi à des difficultés de diffusion, s'est logiquement imposé à nous.

Les Rencontres - Expositions "Afriques sur toiles" participent de cette volonté de l'association GaronAfrique d'inscrire, dans le paysage culturel toulousain, l'expression d'artistes des Afriques. La première édition, en juin 2002, réunissait huit artistes autour du thème "Africanités plurielles, universalité artistique". Au-delà de l'enthousiasme fort gratifiant du public, cette première expérience nous a permis de mesurer la difficulté des artistes contemporains des Afriques à être reconnu : "Comment se faire admettre comme artiste sans avoir à justifier de son parcours ? Comment faire admettre à un certain public que l'acte de création ne peut se prévaloir d'une quelconque nationalité ?"

Les interrogations sont nombreuses; GaronAfrique ne peut prétendre apporter de réponse, mais la volonté est profonde, de favoriser la réflexion.

### Centre Culturel saint-Jérôme

7, rue du lieut.-col. Pélissier - Toulouse (M° Capitole)

- Lundi - samedi : 13h30 - 19h
- Dimanche : 14h - 18h

**Vernissage :** Jeudi 5 février à 18h30  
**Visites commentées**

"Artistes contemporains du Zimbabwe" par Olivier SULTAN, Directeur du Musée des Arts Derniers

- Jeudi 12 février 14h30 - 18h
- Vendredi 13 février 14h - 17h

**Thé galerie :** les dimanches, 15h-18h  
**Décrochage :** dimanche 29 février 18h

### Rencontres - signatures

Chenjerai HOVE, Auteur zimbabween (Lecteur : René REY)

- Jeudi 12 février 19h  
librairie Voyageurs du Monde
- Vendredi 13 février 18h  
librairie Ombres Blanches

**Ateliers "peinture sur ardoise"** avec Daouda NDIAYE.

- MJC Empalot du 2 au 6 février.

## Alternative libertaire

Sommaire du N° 125:

- **Pleins feux :**  
contre le racisme et l'antisémitisme eux et nous  
l'hôpital entreprise  
facs en lutte  
le droit de grève attaqué
- **Politique :**  
IVG menacée  
de l'openpublishing  
victoire anti-fasciste  
affaire executive life
- **International :**  
Euskadi et Antilles  
10 ans de l'insurrection zapatiste  
USA : l'ignorance c'est la force
- **Culture :**  
les Béruriers sont les rois  
cinéma : une journée pour rebondir

2,50 €. *Alternative libertaire* dans les Maisons de la presse, et, en région parisienne dans les gares SNCF, correspondances et terminus des métros et RER... et à Toulouse à la Librairie Ombres Blanches.

Le n°124 (déc. 2003) est en ligne : [alternativelibertaire.org](http://alternativelibertaire.org)



## SOMMAIRE

ÇA M'ÉNERVE

Ni Dieu ni maître 2

TRAVAIL, FAMINE, PATRIE

Un Sous Travail Obligatoire 2

TRAVAIL, FAMINE, PATRIE

Précarité, quelques chiffres 4

ALERTEZ LES BÉBÉS

Le tribut des femmes 5

UN AUTRE FORUM EST POSSIBLE

Forum social libertaire 6

ON RASE GRATIS

L'État utilise le bulldozer 7

LETTRE DE CACHOT

Je suis d'un autre pays... 8

BUSH DÉBOÛT

Noam Chomsky, l'Amérique

qui nous parle (fin) 10

COCA GAZÉIFIÉ

Bolivie, coca au point 12

PIED DE NEZ

Mix'art Myrys, trois ans

de légitime illégalité 14

LIBER... TERRE

Quand les hélicoptères... 15

Directeur de publication :

Patrick Leclerc

Équipe de rédaction :

Françoise Brami, Juanito Marcos, Pierre Rouault.

Prix du numéro : 3 €

Abonnement : 5 numéros : 15 €

Abonnement de soutien : 20 €

Boîte postale : 74 078

31029 Toulouse CEDEX 4

Commission paritaire : en cours

Ont été mis à contribution pour ce numéro : Bertrand, Bibass, Biquet, N. Colombet, Françoise, Guillaume-Christine-Charline, P. Marin, F. Martinez, Ravachefolle, Sévy, Valmat.

Photos : Arnaud Dufaut, Bibass, Pensamiento.

Les articles sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

Imprimerie spéciale : Le Coquelicot

# Je m'abonne au Coquelicot

Je désire souscrire un abonnement :

pour 5 numéros : 15,25 €  
de soutien : 23 €

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
ADRESSE : .....

LE COQUELICOT, BP 74078, 31029 TOULOUSE CEDEX 4

